

Préparer les combats révolutionnaires

(Suite de la page 2)

du métro. Il sera de toute façon le bénéficiaire du mécontentement des masses travailleuses. Jusqu'où ira-t-il dans l'opportunisme en matière de désistements au second tour ? Il est impossible d'être trop affirmatif ; mais à plus de trois semaines des élections on peut penser que, dans bien des cas, les circonstances bien plus que les intentions de sa direction l'empêcheront de se compromettre exagérément.

Quant au P.S.U., il fait en règle générale une campagne typiquement social-démocrate, tout en se faisant cocufier allégrement par son « membre de base » Mendès-France, candidat de... l'Union des Forces Démocratiques (!) qui s'était dissoute lors de la formation du nouveau parti socialiste.

Dans le camp bourgeois, à la suite du plébiscite du 28 octobre, on a vu se produire une opération aisément prévisible : la préparation d'une coalition qui pourrait servir de Gaulle comme les inconditionnels de la précédente législature. Les U.N.R., les Indépendants plus dépendants que jamais, des M.R.P. qui savent toujours dire à la fois oui et non, des gens qui sont moins intéressés aux droits du Parlement qu'aux bénéfices que peut tirer un député ayant quelque habileté, on peut toujours essayer d'en faire une Association pour la V^e République à l'appel du bouffon du roy, Malraux, qui doit considérer qu'il s'agit d'une de ces « affaires culturelles » qui entrent dans ses attributions ministérielles. Son résultat électoral sera encore plus médiocre que celui du plébiscite ; mais, en attendant, les finances ne manqueront pas, il y a bien quelques profits à faire, on pourra toujours monnayer ses voix pour le second tour, en toute grandeur bien entendu.

Au moment où nous écrivons cet article, nous ne savons pas encore ce que de Gaulle aura dit exactement dans son allocution du 6 octobre pour faire pression sur le corps électoral. Dans les hautes sphères, la tendance probable est à la recherche de solutions de compromis en prévision du scrutin de novembre ; mais qui peut douter que pour de Gaulle ce n'est qu'une manœuvre tactique et non un renoncement à ses plans autoritaires. C'est sous cet angle qu'il faut suivre ce qui va se passer dans les partis et chez les candidats en vue des élections.

Nous n'entrerons pas dans des spéculations ni sur ces manœuvres ni sur leurs résultats quant à la prochaine assemblée. Dans quelques semaines, les chiffres permettront de faire une analyse plus précise de la situation. Ce que le referendum a montré, ce que les élections laissent entrevoir, c'est une usure accrue du régime gaulliste au moment où il va se durcir, une polarisation croissante, un mécontentement grandissant des masses travailleuses. Ce ne sont que des indications électorales, et plus que jamais il faut mettre en garde les travailleurs contre l'illusion que ce régime cédera devant des bulletins de vote. Les travailleurs doivent voter pour faire une manifestation de classe sur les candidats du P.C.F., mais le régime ne peut être renversé que par une lutte extra-parlementaire, une lutte révolutionnaire, qui mettra les masses aux prises avec les forces de coercition de l'Etat bourgeois et les forces fascisantes qui sont le produit des défaites de l'impérialisme français et des trahisons des directions ouvrières. Les votes d'octobre et de novembre contribueront à détraquer légèrement le régime gaulliste, ils ne peuvent supprimer la nécessité des combats révolutionnaires pour lesquels il faut se préparer dès maintenant.

DERNIERE HEURE

Alors que nous mettons la dernière main à notre mensuel, le général-président rejetant tout attermoiement s'est engagé à fond. Le combat ouvert est commencé contre la dictature bonapartiste. Un vote ouvrier massif s'impose. Mais il doit être clair pour la classe ouvrière qu'il faut balayer toute politique parlementaire et préparer le renversement d'un régime d'oppression ouverte.

L'ARMÉE DU CAPITAL

Le scandale de la caserne Niel, à Toulouse, est déjà plus qu'à demi enterré. Les « milieux militaires » s'étaient sentis choqués d'un tel manque de discrétion à propos de leurs affaires « privées ». A en croire Jean Planchais, du « Monde », en haut lieu, « on avait opté pour la franchise, admis les faits et rendu publiques les sanctions dans l'espoir de montrer que ces incidents demeuraient exceptionnels... » Cui, mais il a fallu pour obtenir cette « franchise » que l'affaire soit si grosse qu'elle atteigne **France-Dimanche**, alors que, depuis juin, les journaux locaux du P.C.F. dénonçaient hebdomadairement des cas nombreux et variés de brimades et de violences sadiques. L'on apprend par **France-Observateur** qu'à Bayonne, Pau, Mont-de-Marsan des excès semblables ont eu lieu. Il est probable que nous ne savons pas tout.

« Certains, ajoute Jean Planchais, ont cru y voir une manœuvre concertée pour « séparer l'armée de la Nation » au moment où elle se réinstalle en métropole. » Braves tartuffes en culottes de peau ! Est-ce que par hasard les caporaux Tribut, Grand et Rousset ne seraient pas des provocateurs communistes ?

La Grande Muette adore la discrétion. Si quelque chose ne va pas derrière ses murs, il faut faire confiance à « sa » justice dont on sait depuis l'affaire Dreyfus qu'elle est l'intégrité même. A Toulouse, les gradés ne savaient pas. La preuve : les punitions qui les frappent s'adressent exclusivement à cette ignorance. Toute la ville savait, et ses faubourgs, mais pas eux. Cela ne vous étonnera pas si vous vous souvenez que Jouhaud et Salan n'étaient pas au courant des crimes de l'O.A.S. Ce qui est prouvé par le fait que c'est Degueudre qui est fusillé, et Dovecar, pendant que les généraux sont dorlotés en prison.

D'ailleurs ces caporaux Tribut, Grand et Rousset, ils étaient du contingent. Ce n'est, en effet, pas les mercenaires, vétérans des guerres coloniales, qui seraient capables de sadisme. Qui a formé ces trois voyous, qui les a promus, sur la base de quelle sélection ? Il doit y avoir là la faute de Sartre.

Tous les silences vertueux de nos Seigneurs de Guerre ne peuvent empêcher toutefois que quelques aveux crèvent la surface des commentaires nauséux sur « la dure formation des paras qui ne convient pas aux poules mouillées ». Citons encore Jean Planchais, pourtant si modéré à l'égard de tout ce qui porte l'uniforme :

« Le rôle des « électeurs » (les soldats du contingent) dans l'échec du putsch d'avril 61, parfois surestimé, n'en a pas moins été capital. L'attitude de ces jeunes représentants d'une métropole considérée comme « avachie », et au fond, mal connue par des cadres qui guerroyaient depuis des années, a laissé des marques profondes. Beaucoup d'officiers, parmi ceux qui refusèrent de se rallier aux quatre généraux rebelles, n'en gardent pas moins le souvenir amer et épouvanté de ces « électeurs » refusant d'obéir à leurs chefs avant de savoir quelle était leur position à l'égard d'Alger et de Paris. Certains même parmi les plus loyalistes (c'est nous qui soulignons) en ont conclu que la formation des jeunes soldats avait été insuffisante et qu'ils devaient être dressés — eux — à une obéissance totale, et en quelque sorte réflexe. D'où la nécessité de briser les caractères. »

Qu'ajouter à cela ? Nul ne peut ignorer que le problème est là. Après l'échec du putsch d'avril 61, les sanctions ont plu sur les jeunes recrues en Algérie. Qui peut affirmer que la vengeance du corps des officiers contre le contingent n'a pas fait des morts généreusement attribués au F.L.N. ? Espérons pour la justice que le scandale de Toulouse fera s'ouvrir les bouches fermées par la terreur. Ce qu'on sait déjà, en tout cas, c'est que les assassins des jeunes du contingent tombés à Alger pendant le putsch, n'ont pas été condamnés à mort.

ET MAINTENANT ?

Si le corps des officiers n'était pas depuis toujours une caste étrangère au peuple travailleur de ce pays, les guerres coloniales faites contre la volonté des masses et à des fins matérielles et idéologiques qui n'avaient rien de commun avec un intérêt national quelconque, auraient suffi à ouvrir un fossé entre armée permanente et millions de civils français. Nous le proclamons hautement : nous considérons le corps des officiers comme collectivement responsable des tortures de Toulouse tant que ceux de ses membres qui n'approuvent pas ces crimes n'auront pas exigé des vrais responsables, hauts gradés compris, soient chassés de leurs rangs et remis à la justice civile.

France-Dimanche, pour sa part, est satisfait de la conclusion de l'affaire. Il fait sien la conclusion du ministère selon laquelle « les punitions qui ont été infligées aux coupables doivent rassurer les jeunes recrues et leurs familles ». Nous, nous ne sommes pas rassurés.

Au P.C.F., on dispute à **France-Dimanche** le mérite d'avoir le premier dénoncé le scandale. Un tel débat serait à coup sûr inutile si la dénonciation n'était restée limitée dans le cadre des journaux locaux. D'autant plus qu'à la même époque **France-Nouvele** consacrait une longue étude aux problèmes de l'armée que les scandales eussent utilement éclairée. Il est vrai que ce journal, dans son numéro du 31 octobre au 6 novembre, tire des leçons de cette affaire qui montrent que l'on n'est pas près de voir ressurgir dans ses colonnes une lutte énergique contre les « gueules de vaches ». Jugez-en : « C'est d'abord la démonstration de l'utilité de suivre une campagne, sur une question précise, locale (sic), concrète, etc., qui aura contribué largement, dans les départements intéressés (resic) à populariser le projet de programme du Parti communiste... » D'organisation des soldats, pas question !

LEUR ENNEMI, C'EST LA CLASSE OUVRIERE

Le scandale de Toulouse est éclairé aussi par les grandes manœuvres qui se sont déroulées dans le même temps. Leur thème a rappelé que la guerre à laquelle la caste militaire se prépare est la guerre civile internationale, et que, dans cette optique, le mouvement ouvrier est considéré comme l'ennemi intérieur à neutraliser, sinon à écraser. En Algérie, la caste militaire considérait que son rôle consistait moins en la défense de l'empire colonial français qu'en la tenue d'un front contre la révolution, le communisme. Le désaccord de de Gaulle avec ses officiers n'a été que stratégique et temporaire. Le repli sur la métropole est pour lui comme pour eux une « rectification » du front. Partis ouvriers et syndicats sont, pour ces gens, des bastions ennemis, et ils avouent qu'ils iront jusqu'à y envoyer des espions. L'époque du « carnet noir » va revenir, si elle n'est pas déjà revenue. Nous sommes prévenus.

A nous d'opposer à ces ennemis déclarés une conscience de classe aussi claire. Et, puisqu'ils nous déclarent la guerre froide en attendant l'autre où ils se proposent de nous arrêter préventivement, de nous déporter et de nous fusiller par mesure d'ordre, il ne nous reste qu'à relever le défi et à nous préparer, nous aussi, à leur résister avant de contre-attaquer.

Bon pour les Bourdet de manifester, à chaque coup de botte du Général, le « respect » qu'il lui porte (**France-Observateur** du 18 octobre), à chaque ignominie des condottières de jurer qu'il n'a pour eux « ni haine, ni mépris », que leur militarisme est après tout la faute de Robespierre, et de célébrer la valeur technique et le courage des officiers de cette Grande Guerre dont il oublie les « fusillés pour l'exemple ». L'antimilitarisme — Bourdet semble l'ignorer — ne s'est pas éteint à gauche par respect des vainqueurs des Empires centraux, mais a été étouffé — difficilement — par la double trahison social-patriote de 1914 (pour la social-démocratie) et de 1935 (pour le P.C.F., à partir du pacte Laval-Staline). Aujourd'hui, la boue tricolore engluée encore les saines réactions antimilitaristes, alors que jamais la caste militaire ne s'est montrée aussi agressive, aussi haineuse, aussi contre-révolutionnaire.

La démission des partis devant la lutte antimilitariste a favorisé le développement du pacifisme pleurnichard, de la non-violence ridicule, de l'objection de conscience impuissante.

Solidarité avec les victimes de la répression

Chers amis,

Une dizaine de Français restent emprisonnés pour avoir aidé des militants algériens. Plusieurs centaines d'autres se trouvent soit en exil, soit en liberté provisoire ou conditionnelle et privés de leurs droits civiques, soit dans la clandestinité. Des étrangers dont le lieu de travail est en France ne peuvent y revenir.

Nos camarades restent dans une situation matérielle et morale pénible et injustifiable.

Pour permettre aux libérés de se réintégrer à la vie sociale (il n'est pas facile quand on sort de prison de trouver du travail), pour aider les prisonniers à assurer leur défense, pour alimenter une campagne de réhabilitation, nous avons besoin d'argent.

Envoyez votre contribution à Albert Roux, C.C.P. Paris, n° 7414-99.

Claude BOURDET, Robert DAVEZIES, Jean-Marie DOMENACH, Roger GODEMENT, Pierre HESPEL, Claude LANZMANN, Jérôme LINDON, Jacques PANIJEL, Jean POUILLON, Albert ROUX, Jean-Paul SARTRE, Laurent SCHWARTZ, Pierre VIDAL-NAQUET.

RETOUR A L'ANTIMILITARISME

Cette caste militaire, payée de nos deniers, non pour nous défendre mais pour maintenir ses canons braqués sur nous, doit disparaître. L'armée doit être « civilisée ». Ses officiers ne doivent être que de simples techniciens, sans droits particuliers, et justiciables des tribunaux civils dans leurs conflits extraordinaires avec leurs soldats, nos frères en uniformes. Les corps mercenaires doivent être dissous, les associations para-militaires interdites. Voilà ce qui doit être aux programmes des partis de gauche s'ils ne veulent pas que l'on considère leurs proclamations comme du vent.

En attendant, les forces n'étant pas encore mûres qui arracheront tout cela, il faudra que les soldats s'organisent dans leurs casernes et leurs camps pour résister à ce corps des officiers qui les considère comme des ennemis à mâter, à briser, sinon à détruire.

La caste militaire devra payer les espions qu'elle se prépare à envoyer dans nos syndicats et nos partis. Mais pour chaque espion nous pouvons avoir cent paires d'yeux et d'oreilles de travailleurs pour nous dire l'état des forces contre-révolutionnaires de l'armée et leurs projets.

Le scandale de Toulouse est un signal : tous les journaux ouvriers devraient s'ouvrir aux lettres de soldats comme nous ouvrons le nôtre. Ce sera la seule garantie que, dans les casernes, on ne torturera plus, on ne tuera plus nos camarades.

M. D.



Agissons pour la libération et le retour d'exil de tous les anticolonialistes !

Alors que les victimes algériennes se sont comptées par millions : morts, blessés, mutilés, orphelins, veuves, déportés, exilés, volés, spoliés sans que le peuple français dans sa grande masse fasse autre chose que, de temps en temps, signer une pétition ou voter une résolution, comment s'étonner si le sort des quelques centaines de victimes non algériennes de la lutte contre la guerre colonialiste éveille si peu d'intérêt ?

On oublie, on oublie ces victimes, ces combattants. On oublie bien vite, on oublie trop. On a déjà oublié que si les Algériens ont obtenu leur indépendance c'est qu'ils ont combattu pour l'avoir.

On a oublié que si nous perdons peu à peu nos libertés et nos droits, que si nous avons eu le 13 mai, l'O.A.S. et les sévices contre les jeunes recrues c'est en grande partie parce que, démobilisée par le Guy Mollet des tomates et le Maurice Thorez des pouvoirs spéciaux, la grande masse de notre peuple a regardé passer l'orage.

Dans la guerre de classe les bourgeois ne lâchent rien sans combat. Si ces travailleurs laissent maintenir un Laupert, un Meier en prison ou un Jeanson en exil ils risquent d'être un jour des milliers, des dizaines et des centaines de milliers derrière les barreaux ou les barbelés...

C'est la tâche de l'avant-garde révolutionnaire qui, dans les années sombres, s'est levée pour défendre et soutenir la Révolution Algérienne, d'alerter les travailleurs laissent maintenir un Paupert, que les travailleurs les plus conscients se mobilisent de nouveau. Il faut que le pouvoir en soit secoué. Ainsi seulement deviendra-t-il sensible à nos arguments.

Cela n'ira pas sans prendre quelques risques, peut-être même quelques coups. Ce ne sont pas ici paroles en l'air. On verra par l'appel suivant qu'une campagne se prépare. Alors camarades anticolonialistes préparez-vous à la soutenir, à la mener.

Louis BRATES.